

## **Dans une Italie vieillissante, la jeunesse fuit Giorgia Meloni**

*di Allan Kaval*

Le premier décret pris par Giorgia Meloni à son arrivée au pouvoir en Italie avait de quoi surprendre. Adopté le 31 octobre 2022, il était porteur de mesures urgentes visant à interdire un certain type de fêtes. Baptisé « décret anti-rave », il punissait les fêtes dites « *invasives* » de plus de cinquante participants, prévoyant jusqu'à six ans de prison pour les organisateurs.

Ce même jour, en Emilie-Romagne, avait tranquillement pris fin un rassemblement où des personnes – dont l'âge, 49 ans, était inférieur à la moyenne italienne, la plus élevée d'Europe – avaient dansé au rythme de la musique électronique. Au cours des jours précédents cependant, le voisinage s'était plaint, attirant l'intérêt des médias.

Le ton de l'ère Meloni était donné et se confirmerait par la suite. Il s'agissait de la première traduction d'une méthode consistant à légiférer par décret pour rebondir sur des faits divers, en se prévalant d'une urgence contestable. Mais ce décret inaugurerait aussi le durcissement répressif qui allait accompagner son mandat, à chaque fois justifié par la désignation d'un ennemi de l'intérieur.

Après les jeunes amateurs de musique électronique, les militants pour le climat furent les suivants sur la liste, bientôt rejoints par les fils d'immigrés arabes, les féministes de la quatrième vague, les partisans de l'émancipation des groupes marginalisés et les étudiants solidaires de la Palestine. Certains sont des adversaires idéologiques, d'autres des cibles stigmatisées, mais la plupart ont un point commun : ils appartiennent à une minorité peu coûteuse à prendre pour cible car réputée inoffensive sur le plan électoral : la jeunesse.

Si les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient un cinquième de la population en 2005, elles en formaient le quart en 2025 et, selon les prévisions, pourraient en constituer le tiers en 2045. Les jeunes, en revanche, n'ont jamais été aussi rares. Les

moins de 25 ans ne représentent que 12 % de la population du pays, la proportion la plus basse d'Europe. Et ils sont de moins en moins nombreux – leur part a baissé de 5 points de pourcentage entre 2004 et 2024.

D'abord parce que les Italiens font moins d'enfants, mais aussi parce que, lorsqu'ils grandissent, ceux-ci ont tendance à quitter le pays. Entre 2011 et 2024, le pays a perdu 630 000 jeunes, partis pour des horizons plus cléments, fuyant la précarité sans issue et les bas salaires, caractéristiques d'un marché du travail particulièrement hostile aux jeunes générations. En augmentation, le taux de chômage des jeunes était de 18,1 % en mars, contre 5,2 % dans la population générale.

Ignorés politiquement, les jeunes ont cependant contribué à mettre fin à la phase ascendante de la législature de Giorgia Meloni. La défaite qu'elle a subie en mars lors du référendum constitutionnel, censé transformer l'organisation de la magistrature, a notamment été permise par la mobilisation de cet électorat, pourtant perçu comme quantité négligeable. Et 61 % des 18-34 ans ont voté contre, pour un score global de 54 % en faveur du non.

Ces résultats arrivaient après plus de trois ans d'un gouvernement qui n'avait mené aucune réforme orientée vers l'amélioration de la situation économique de ce groupe démographique. Celui-ci était plutôt la cible d'offensives hostiles de la part de l'exécutif. Dès 2022, les actions des militants écologistes d'Ultima Generazione – des blocages de rues ou des jets de peinture – leur avaient valu d'être réprimés par de nouvelles lois qui les ont fait disparaître de la circulation.

### **Matraquages choquants**

Au moment des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina 2026, les jeunes Italiens d'origine arabe étaient confondus par le camp gouvernemental et ses alliés sous le terme infamant de « maranza », l'équivalent italien de « racaille ». De son côté, le chanteur Ghali, d'origine tunisienne, très populaire chez les plus jeunes, avait été censuré par la télévision publique. Le chef d'orchestre de la cérémonie d'ouverture, un partisan de Giorgia Meloni, lui avait interdit de dire quelques vers en arabe d'un poème pacifiste.

Dans le même temps, on faisait passer des étudiants par ailleurs progressistes pour complaisants avec le Hamas, du fait de leur opposition aux crimes de guerre israéliens contre les Palestiniens. Les matraquages lors d'une manifestation, en 2024, avaient choqué le pays, mais laissé Giorgia Meloni inflexible. Elle était allée jusqu'à critiquer le rappel à l'ordre démocratique du président de la République, Sergio Mattarella, face aux violences policières.

Alors que l'ère Meloni est entrée dans un nouveau cycle, dans la perspective des élections législatives prévues pour 2027, la majorité a l'occasion de rattraper le temps perdu et de s'adresser à cet électorat. Mercredi 13 mai, la présidente du conseil a déclaré souhaiter qu'un jour, pour les jeunes, « *rester en Italie soit un choix compétitif et non un acte de courage* », tout en considérant leur émigration comme un phénomène « *structurel* ».

« *Il ne faudrait pas que ce soit un alibi pour dire qu'on ne peut pas y faire grand-chose* », lui a répondu, dans le quotidien *La Stampa*, le démographe Alessandro Rosina, de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan. « *Retourner en Italie après un début de carrière à l'étranger n'est pas un acte de courage, c'est suicidaire* », a-t-il ajouté, en référence aux données du marché du travail. Ce constat pessimiste, qui est aussi celui de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dans une étude publiée fin avril, appellerait des politiques publiques en matière de formation et de transition entre les études et l'activité professionnelle – des sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour du gouvernement de Giorgia Meloni.